



LE TEMPS DE CONSTRUIRE À GAUCHE est venu

Chères et chers collègues

Cette rentrée universitaire s'annonce délétère. Après un été où la bande du *Fouquet's* s'est évertuée à défigurer notre pays, nul doute que **les coups vont continuer à pleuvoir sur l'Enseignement supérieur et la Recherche, en premier lieu au niveau budgétaire** : nous sommes frappés, comme les autres services publics, par les coupes claires d'une super austérité commanditée par les marchés financiers.

Résister est nécessaire et possible. Dans toutes les régions où la droite a été battue, les instances existantes ou à créer peuvent servir de relais, de caisse de résonance aux exigences immédiates. **Prenez appui sur les élus du Front de Gauche : elles et ils ont été élus sur la base d'un mandat non équivoque.**

Le moment de vérité pour la gauche, pour toute la gauche, approche : battre Sarkozy et sa clique est indispensable. Cet objectif, majoritairement partagé maintenant dans le pays, appelle des réponses complètement nouvelles.

Construire du neuf en matière d'Enseignement supérieur et de Recherche est vital. **Le PCF rappelle dans ce tract ce qui selon lui devrait former l'ossature de toute politique réellement de gauche.** Mais cette contribution comporte au moins deux sérieuses lacunes que les communistes ne cachent pas :

- On ne peut plus penser les missions de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sans réfléchir à leur contribution nécessaire au développement humain durable. Cela passe par une ample réflexion et des propositions relatives aux pays en développement. Pour toutes celles et ceux qui, à gauche, considèrent, comme nous, qu'il n'y a pas de « problème d'immigration », mais un problème de co-développement, le moment est venu de passer de la parole aux actes.
- L'Enseignement supérieur et la Recherche publics ont une responsabilité singulière dans les enjeux fondamentaux du changement climatique.

Dans les mois qui viennent, les communistes vont y travailler. Mais il serait absurde d'imaginer qu'une politique nouvelle, une politique de gauche pour l'Enseignement supérieur et la Recherche puisse s'élaborer en vase clos. **Les communistes veulent co-élaborer et partager avec vous la figure de cette politique alternative, dans le cadre du Pacte d'union populaire lancé à la Fête de l'Humanité 2010.** Des lieux permanents de réflexion, de contribution et d'action seront créés dans tout le pays ; nous vous y convions. Ainsi, **l'abrogation des lois scélérates que constituent la LRU et le Pacte pour la Recherche** deviendra un symbole de la politique nouvelle si nécessaire à l'avenir.

L'Enseignement supérieur et la Recherche sont des aspects névralgiques d'une conception de la société et de la civilisation. Ils doivent et peuvent porter la marque d'une politique qui vise à s'extraire des dogmes et du carcan d'un capitalisme qui a atteint ses limites historiques. C'est le sens que le PCF donne à une politique de gauche ; c'est elle qu'il entend contribuer à construire dès à présent. Il propose l'élaboration d'une nouvelle loi ambitieuse parce que progressiste, sans se prêter à aucun exercice consensuel.



2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris
www.pcf.fr

COMMISSION ENSEIGNEMENT SUPERIEUR-RECHERCHE

LE SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DOIT RELEVER DES DÉFIS MAJEURS

Il est la première étape de l'assimilation collective de la connaissance le premier débouché de l'activité de recherche à laquelle tous les enseignants-chercheurs doivent pouvoir participer.

En même temps, il est vital de **préserver la vocation généraliste des EPST et de restaurer leur capacité d'évaluation et de prospective de la recherche en association féconde avec l'enseignement supérieur.**

Leur dépeçage actuel doit être mis en échec. Il est nécessaire de reconstituer leur potentiel, de mettre un terme à la recherche-casino.

Il est également indispensable de reconstruire une formation des maîtres digne de ce nom.

VOICI QUELQUES PISTES

- Élargir à toute la société les capacités d'accès aux formes les plus élaborées du savoir.
- Permettre à tout étudiant-e d'aller au bout de ses possibilités, avec le souci permanent de la validation des parcours et des acquis.
- Partager une culture commune, essentielle à la construction et à l'épanouissement de chacun-e.
- Offrir à tou-te-s, à chaque niveau du cursus universitaire, des parcours innovants, des possibilités réelles de formation professionnelle et de préparation à des emplois de haute qualification.
- Construire une carte ouverte, transparente, accessible et constamment mise à jour des formations, des équipes, des programmes, en lien avec leurs partenaires européens et mondiaux.
- Instaurer une démocratie efficace afin que tous les partenaires des choix d'enseignement supérieur puissent s'exprimer, et contribuer aux décisions ; ces choix sont nécessaires et leur rythme ne peut être modifié à volonté.

À CELA RÉPONDENT SIX PRINCIPES (non exhaustifs)

1. Libérer les capacités d'initiative à la place du contrôle bureaucratique. Garantir **l'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques** de toute pression étatique ou économique.
2. **Substituer la coopération à la « compétitivité »**, qui n'est rien d'autre que la rivalité des capitaux.
3. **Transformer les pôles de compétitivité en pôles de coopération à vocation scientifique, technologique et industrielle** : égalité d'accès, libre association, mise en commun et partage des compétences et des ressources, garantie de financements publics stables et récurrents.
4. **Substituer la pratique et les outils démocratiques à la logique managériale.**
5. **Garantir l'emploi pérenne** dès les premiers travaux, avant la thèse ; **mettre fin à la précarité** qui envahit de plus en plus l'emploi scientifique et nuit au travail des équipes. Remplacer la logique des créneaux scientifiques par celle du front continu des connaissances.
6. Faire des **missions de coopération internationales** une partie intégrante des services des enseignants-chercheurs.



CONDITIONS POUR DONNER AU DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE SON PLEIN SENS DE PROGRÈS CULTUREL, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. Le soustraire à la pression des multinationales, lui donner les moyens de remplir sa mission, développer la démocratie dans la gestion des personnels, l'évaluation des équipes et la définition des thèmes de recherche. La **liberté thématique de la recherche fondamentale** serait encadrée par les avis de structures élues de travailleurs scientifiques (comme au CNRS) et de comités consultatifs de citoyens, contribuant à l'allocation des moyens budgétaires. Aujourd'hui, les « **Alliances** » qui se créent les unes après les autres, sous prétexte de fédérer les universités, les Grandes Écoles et les organismes de recherche, **constituent un nouvel instrument de contrôle de la science de la part du pouvoir au service d'une fausse « excellence » et d'une « visibilité » dans une logique utilitariste.**
2. **Renforcer le secteur public de recherche fondamentale** dégagé de toute obligation d'application, voué au développement d'un front continu des connaissances. On peut chiffrer à 1% du PIB le financement souhaitable d'un tel secteur, en contraste avec la part de 0,6% attribuée en 2008 à la recherche publique avec un impératif d'applications rapides.
3. Encourager la **collaboration du secteur public avec le secteur industriel, public ou privé**, sur la base de l'avantage mutuel. Mettre fin à la subordination actuelle de la recherche publique aux besoins industriels et à la « sous-traitance » de la recherche privée auprès des organismes publics, qui conduit à la fermeture des labos dans les industries et à la saignée des emplois.
4. **Le financement de la recherche publique devrait être assuré à 70% au moins par les budgets récurrents des laboratoires.** L'opération Grand emprunt actuelle, qui rompt avec le financement par l'impôt, c'est-à-dire par le budget de l'État, obéit aux critères de Maastricht, au marché, à la concurrence « libre et non faussée » où les universités (« autonomes » via la LRU) et les laboratoires se livreront à une course aux financements qui, à terme, videra le service public de sa substance.
Une structure comme l'ANR peut être utile pour le développement de recherches nouvelles, mais avec une influence budgétaire limitée (15%). Or, actuellement, elle est tout le contraire : favorisant la recherche sur projets à court terme, elle nuit souvent au travail des équipes et renforce la précarité. D'ailleurs, la question reste posée s'il y a besoin d'une « agence » externe pour faire éclore et soutenir de nouveaux projets et de jeunes chercheurs. Nous proposons donc que ses missions, son cadre, son fonctionnement et sa composition soient complètement revus.
Il est nécessaire de parvenir au doublement du budget public de recherche sur une législature et de porter à 12 000 €/an/étudiant l'effort budgétaire public pour l'Enseignement supérieur. Nous proposons d'exonérer de la TVA les établissements publics de Recherche et d'Enseignement supérieur.
5. **Reconnaître toutes les formations à Bac+5 et du grade de Docteur dans les conventions collectives** et définir des attributions au niveau de l'UE.

Nous proposons la création d'un RÉSEAU DE FORUMS CITOYENS DE LA SCIENCE DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA CULTURE

instances nouvelles dotées de pouvoir d'enquête, constituées auprès des collectivités territoriales, des grands ensembles, des sites industriels, agricoles, maritimes, à chaque fois que le besoin des populations en manifesterait l'exigence.

Elles seront indépendantes de tout pouvoir politique ou pression économique et rapporteront annuellement devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement aura l'obligation de répondre à leurs questions.

Leur composition fera appel à toutes les formes associatives et organisationnelles existantes, leurs débats seront publics.

La question du rapprochement entre Grandes Écoles et Enseignement supérieur fera l'objet de négociations approfondies pour aboutir à un système nouveau, fondé sur la fécondation réciproque, facteur de démocratisation.



SOUSTRaire LES SERVICES PUBLICS DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUX PRINCIPES QUI PRÉVALENT DANS LES NÉGOCIATIONS DE L'OMC

Cet impératif s'imposera à toute force politique voulant réellement que l'effort de recherche publique dans l'UE corresponde aux défis actuels. **La connaissance n'est pas une marchandise soumise aux impératifs de « l'économie de la connaissance la plus compétitive » de la stratégie de Lisbonne.**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Enseignement supérieur : la supercherie des 16 milliards

Au son de trompe, la commission Juppé/Rocard soigne son effet d'annonce. Les milliards vont pleuvoir sur l'enseignement supérieur. La réalité est bien différente.

Les deux ex-Premiers ministres évoquent le sous-investissement public chronique dans l'enseignement supérieur et la recherche : c'est là un aveu relatif à leur propre politique qui ne leur coûte rien. Les fonds proviendront de l'appel aux marchés, aggravant ainsi le déficit public massif résultant du transfert aux actionnaires de l'argent public (cadeaux fiscaux massifs au capital dont le bouclier fiscal n'est que le plus visible).

En outre, comme l'explique en toute franchise *La Tribune*, ces sommes d'apparence gigantesques n'iront pas directement réparer les années de compression budgétaire drastique des établissements d'enseignement supérieur ; la seconde phase de la LRU est entrée en vigueur : les universités regroupées en « pôles d'excellence » (les autres étant vouées au mieux à végéter) pourront utiliser les dividendes de l'emprunt dont les fonds affectés transiteront pour être placés par le biais des nouvelles fondations sur... les marchés financiers.

La boucle est ainsi bouclée. Il s'agit d'une vaste supercherie qui prépare de nouvelles compressions budgétaires (« les facts ont de l'argent ! »).

Le PCF exige dans l'immédiat un prélèvement exceptionnel sur les profits bancaires reconstitués grâce à l'injection massive de l'argent public. Pour l'avenir, il propose une réforme fondamentale du crédit bancaire et de la fiscalité, seule à même de faire face aux besoins publics d'avenir.

Or, pour donner à la recherche et à l'enseignement supérieur les moyens de leur ambition il faut les sortir du marché capitaliste, briser les ressorts du profit, les insérer dans la production socialement utile.

Il s'agit surtout d'élaborer une autre politique de l'argent, qui passe pour nous par la **nationalisation des grandes banques afin de constituer un pôle public du crédit**, par une refonte de la fiscalité (y compris du très coûteux et peu utile Crédit impôt/recherche) afin de frapper les revenus financiers, la spéculation, les grandes fortunes. Nous proposons une profonde transformation des missions et du fonctionnement de la Banque centrale européenne qui échappe aujourd'hui à tout contrôle, afin qu'elle réponde aux exigences sociales, qu'elle favorise l'emploi, le développement, la coopération dans l'UE et au-delà.

Une politique de gauche pour l'Enseignement supérieur et la Recherche fait partie d'un projet de société. **Nous avons besoin de construire ensemble ce nouveau projet où savoir ne rimera plus avec pouvoir, où l'excellence ne servira plus de prétexte pour exclure et diviser, où la connaissance sera une richesse partagée au cœur de la bataille pour l'émancipation humaine.**

LE GRAND EMPRUNT OU LE MIROIR AUX ALOUETTES

par Daniel Steinmetz, secrétaire général du SNTRS-CGT (extraits de la tribune publiée dans *l'Humanité* du 2.09.2010)

[...] Les 100 milliards du projet Juppé-Rocard se sont transformés en 35 milliards dont 21,9 milliards relèvent du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Cette somme peut, de prime abord, sembler considérable, puisque du même ordre de grandeur que les 23 milliards du budget annuel que l'État consacre à la MIREs (mission interministérielle de la recherche et de l'enseignement supérieur). Mais les laboratoires et les universités ne profiteront que d'une petite fraction de cette somme, pour l'essentiel les intérêts des placements. [...]

L'État emprunte auprès des marchés à un taux voisin de 2,5% ; il distribue une petite partie des 21,9 milliards en crédits consommables et

confie 17,7 milliards à l'ANR (Agence nationale de la recherche) qui les placera auprès de la Caisse des dépôts et consignations au taux de 3,5%. Ce seront les intérêts de ces placements qui seront distribués aux lauréats. [...]

L'Élysée a déjà déclaré le 14 décembre 2009 que les intérêts payés par l'État seront compensés par une réduction des dépenses courantes. [...] Seule la crise financière a empêché le tandem Juppé-Rocard et le gouvernement de financer des fondations universitaires « à l'américaine » et de laisser les universités boursicoter. [...]

Au delà des gargarismes permanents autour de l'excellence, l'ensemble des projets du grand emprunt vont vers la mise en place de 5 à 10 grands sites universitaires [...] dotés de 7,7 milliards en capital courant 2011, dans une opération baptisée « initiative d'excellence » [...].

Cette logique de concentration sur quelques sites, qui inspire l'ensemble des appels d'offre, va appauvrir des dizaines de régions réputées non prioritaires. Il est temps de poser au niveau politique cette question essentielle de l'aménagement équilibré du territoire. [...]

Les appels d'offre LABEX (Laboratoires d'excellence) sont l'exemple type du pilotage par l'intermédiaire de commissions ad hoc qui sélectionneront sur les critères que le gouvernement impose. Un milliard d'euros sera distribué en deux tranches, mais seuls 100 millions seront consommables, le reste sera placé par l'intermédiaire de l'ANR et rapportera environ 30 millions par an qui seront distribués aux lauréats pendant 10 ans. [...] Aucun financement n'échappe à la règle de mise en concurrence, ni à la volonté de liquider petit à petit les organis-

mes de recherche et leurs prérogatives. Le CNRS, l'INRA et les autres EPST finançaient jusqu'à présent les labos, ainsi que les équipements mi-lourds. Maintenant, LABEX financera une partie des labos, tandis que le projet EQUIPEX financera les équipements mi-lourds. Il faut rappeler que depuis plusieurs années le CNRS n'a plus la capacité budgétaire de financer ces appareils. C'est la suite de l'agonie des EPST qui est programmée.

Tous les projets devront mettre en évidence leur capacité à faire du retour sur investissement : prouver les liens avec le tissu économique local est quasi obligatoire avec, si possible, une coopération avec les pôles de compétitivité.

Les appels à projets vont également permettre le recrutement de personnels sur statut temporaire, accentuant encore plus la politique de précarisation de l'emploi mise en œuvre depuis de nombreuses années. [...]

Le grand emprunt est le dernier maillon d'un projet global qui vise à piloter la recherche, l'assujettir aux intérêts immédiats des grands groupes, détruire les garanties statutaires des personnels et individualiser les rémunérations. La casse de toutes les solidarités du milieu pour les remplacer par la mise en compétition générale, la volonté de faire disparaître les laboratoires pour les remplacer par des équipes vivant le temps d'un projet exigent une riposte politique claire et de vrais contre-projets.

